

Le baccalauréat, un totem qui vacille?

Paris, 22 juin 2017 (AFP) -

Quel avenir pour le bac, dont les dernières épreuves écrites pour la session 2017 se déroulent jeudi? Le ministre de l'Education veut le "remuscler", les chefs d'établissement jugent qu'il "ne sert à rien" mais professeurs et chercheurs rappellent ses points forts.

La dernière tentative de réforme de cet examen bicentenaire date de 2004 et a vite tourné court. Mais chaque année, le bac est la cible de critiques de plus en plus vives.

"Trop coûteux": son coût annuel est estimé entre 56 millions d'euros -si l'on ne prend en compte que les frais de logistique- et 1,5 milliard selon le premier syndicat des chefs d'établissement. Ce montant englobe notamment les cours supprimés en raison de la mobilisation des profs pour la surveillance et la correction des examens.

Il est inutile puisque le taux de réussite approche les 90%, mais nombre de bacheliers échouent ensuite à l'université, déplorent ses contempteurs. Et pour les filières sélectives (classes préparatoires, BTS, licences sélectives etc.), le choix des établissements se base sur le dossier de l'élève, bien avant l'examen de juin.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education, a dit début juin vouloir "remuscler" le bac pour le rendre "plus utile" aux élèves. Il veut en faire "un tremplin pour la suite de leur parcours", davantage qu'une "évaluation finale" à l'issue du lycée.

Le principal syndicat des chefs d'établissement, le SNPDEN, critique vertement l'examen sous sa forme actuelle. "Il ne sert à rien", fustige son secrétaire général Philippe Tournier.

Le syndicat prône "une certification de fin d'études secondaires", ce qu'est en fait devenu le bac aujourd'hui. "Il est donc normal d'avoir de tels taux de réussite", selon lui. A cela s'ajouterait une évaluation des compétences nécessaires à la réussite en études supérieures.

Faut-il réduire le bac au passage de deux épreuves en Première et deux autres en Terminale, avec une évaluation des autres disciplines en contrôle continu, comme le préconisait il y a un an le centre de réflexions Terra Nova, proche du Parti socialiste? Il préconisait également l'instauration de notes éliminatoires afin de renforcer le niveau d'exigence attendu et "une articulation plus claire entre les exigences du lycée et les attendus des années après-bac".

- 'Un horizon commun' -

"Pas si vite!", répondent d'autres chercheurs et le principal syndicat des enseignants du second degré, le SNES.

Le modèle du baccalauréat français s'étend au fil des ans à d'autres pays de l'OCDE. Ils étaient 27 à avoir un examen national ou central de fin du secondaire en 2015, contre seulement 14 vingt ans plus tôt, notait le Conseil d'évaluation du système scolaire (Cnesco) dans un rapport de juin 2016.

Car cet examen national a "des effets bénéfiques sur les apprentissages des élèves et surtout diminue significativement les inégalités sociales à l'école", en poussant les enseignants des lycées des territoires les moins favorisés socialement à avoir les mêmes exigences au niveau national.

"Les épreuves du bac conditionnent et cadrent les enseignements en donnant un horizon commun", renchérit Claire Gueville, secrétaire nationale au SNES-FSU, chargée des lycées. Si le contrôle continu prend le pas sur les épreuves de fin de Terminale, "nous risquons de voir se creuser les inégalités entre les établissements".

"Un bac décroché en Seine-Saint-Denis n'aura pas la même valeur que celui obtenu dans un lycée au coeur de Paris", explique ainsi François Martin, professeur de lettres classiques et ardent défenseur des options latin et grec. La plupart des acteurs du monde éducatif sont toutefois en faveur d'une évolution de cet examen, y compris les professeurs. "Le bac est de moins en moins lisible et ne permet plus de savoir quels sont les acquis des bacheliers", estime Claire Gueville.

La réflexion va démarrer "cet automne", a indiqué le ministère, qui ne prévoit pas de "bouleversement" pour la session 2018. Et cette réflexion prendra en compte l'ensemble du cycle du lycée.

fmp/ito/mra/fm

Afp le 22 juin 17 à 15 23.